

DÉBATS

Un entretien avec André Gorz

« La tâche d'une gauche moderne devrait être de créer des espaces où les gens se sentent chez eux, entre eux, artisans de leurs relations et maîtres de leurs actes »

« Vous êtes un philosophe de la liberté, et votre objet de réflexion est le social, ce qui implique aussi l'économique et le politique. Cependant, par choix, vous êtes un penseur isolé, indépendant de toute institution, de tout groupe constitué. Pourquoi ce choix ?

- Pour des raisons qui n'auraient guère d'intérêt si l'histoire ne répétait aujourd'hui pour tout le monde ce qui a été ma condition originelle : l'impossibilité dans laquelle j'ai été placé de naissance de m'identifier avec rien de ce qui m'était demandé ou proposé, d'appartenir à aucune communauté ou culture. Mes parents avaient des références culturelles, religieuses, sociales divergentes ; je ne pouvais donc correspondre aux attentes ni de mon père ni de ma mère. J'étais condamné à trahir l'un ou l'autre ou les deux à la fois, un peu comme ces bâtards qui sont des figures centrales dans le théâtre de Sartre. Bref, j'étais condamné à l'autonomie : il fallait me définir, me choisir sans aucune garantie transcendantale, et si ce choix ne devait pas être totalement arbitraire, donc révocable, il fallait que je fonde les critères dont il procéderait. La philosophie devenait une affaire de salut personnel.

« Cette condamnation à l'autonomie est aujourd'hui le lot commun. « Tout ce qui est solide se volatilise, tout ce qui est sacré est profané » : ces formules, par lesquelles Marx et Engels, dans le Manifeste du parti communiste, caractérisaient l'effet désintégrateur des bouleversements perpétuels qu'entraîne la modernisation capitaliste, sont plus vraies que jamais. Personne n'est plus assuré de sa place dans la société, les communautés d'appartenance se sont défaits, les solidarités détruites par des formes sauvages de compétition. Comme l'ont montré les enquêtes de Yankelovich aux Etats-Unis, de Rainer Zöll et de son équipe en Allemagne, les individus ont à se constituer eux-mêmes leur identité, à chercher eux-mêmes ce qui est « juste », à former eux-mêmes, électivement, les communautés auxquelles ils puissent se sentir appartenir. Ils vivent les emplois qu'ils occupent comme provisoires, exercent leur profession - quand ils en ont une - sans conviction ni passion, même quand ils la trouvent intéressante, et tiennent pour inaccessible ce qu'ils déclarent néanmoins être leur idéal : un travail créatif, socialement utile, dans lequel ils puissent s'épanouir personnellement.

« C'est au nom de la modernité même que la modernisation capitaliste et sa religion de la croissance sont critiquables »

« Cette société qui n'offre ni sécurité, ni intégration, ni rapports de solidarité vécue, apparaît aux individus comme un ensemble de risques subis et de contraintes externes, comme une énorme machinerie composée de sous-systèmes qui s'engrènent mal et que l'Etat cherche à faire mieux fonctionner en ajoutant à leurs contraintes celles qu'il édicte lui-même.

« Face à cette société devenue étrangère à elle-même - à cette mégamachine bureaucratique-industrielle, - nous avons, dans tous les pays, deux types de rébellion. D'un côté, les gens culturellement armés pour assumer leur autonomie exigent la création et la protection, contre le pouvoir de l'Etat et le pouvoir de l'argent, de nouveaux espaces de socialité auto-gérée et d'activités autodéterminées. De l'autre côté, nous avons la réaction régressive de ceux qui aimeraient retrouver la sécurité d'un ordre prémoderne, stable, hiérarchisé, fortement intégrateur, où dès sa naissance chacun a sa place assurée et assignée par son appartenance à sa nation ou à sa race. Ce sont là les électeurs de Le Pen en France, de Schönhuber en Allemagne, d'Hajder en Autriche, qui expliquent la désintégration de la société traditionnelle par le fait que des étrangers, des intellectuels et des juifs ont volé leur place aux nationaux.

André Gorz, soixante-huit ans, se dit « essayiste », mais possède une égale culture en philosophie et en économie. Né à Vienne, d'un père juif et d'une mère catholique, a fait des études en Suisse pendant la guerre, en 1946 y a connu Sartre auquel il s'était intéressé par la phénoménologie, et s'est établi à Paris à partir de 1948. Professionnellement, il a fait carrière dans le journalisme économique, sous le pseudonyme de Michel Bosquet, à l'Express d'abord, puis au Nouvel Observateur, dont il a été l'un des fondateurs. Sartre, qui a préfacé son essai autobiographique Le Traître (1958) l'a fait venir à partir de 1961 au comité de direction de la revue les Temps modernes, où il a imprimé une ligne politique que l'on a appelée « italienne », en raison du dialogue mené avec les militants intellectuels les plus progressistes du Parti communiste italien et des syndicats. Durant les années 60 et 70, André Gorz a publié une œuvre considérable de théoricien des luttes ouvrières et de penseur social. Il a proposé notamment une théorie des « réformes révolutionnaires » (Stratégie ouvrière et néo-capitalisme, 1964 ; le Socialisme difficile, 1967 ; Réforme et révolution, 1969). A partir des années 80, il a tiré les conclusions de l'absorption de la classe ouvrière par la logique de la production et fait ses Adieux au prolétariat (1980). L'un de ses thèmes de réflexion pour sortir de la crise actuelle est la réduction du temps de travail sans diminution du revenu. Son ouvrage le plus marquant est paru en 1988. Métamorphoses du travail, quête du sens : critique de la raison économique, chez Gallimard, qui vient de publier un recueil d'essais sous le titre Capitalisme, socialisme, écologie.



« On ne fera reculer l'extrême droite que si on y discerne la réaction pathologique à un vrai problème : celui d'un système social au fonctionnement incompréhensible, qui n'assure plus l'intégration, qui assujettit toutes les sphères d'activité et de vie aux impératifs de compétitivité et aux réglementations administratives censées en atténuer les effets.

- Vous avez décrit le fascisme aussi bien que le communisme comme des rébellions contre la modernité. Mais qu'est-ce que la modernité ? N'est-elle pas en crise ?

- C'est la thèse post-moderne, essentiellement française. Mais elle procède d'une conception tronquée de la modernité, issue de vingt ans d'un dogmatisme structuraliste pour lequel les individus étaient des produits dénués d'autonomie. Or la modernité ne réside ni dans la croyance au progrès ou au sens de l'histoire, ni dans l'unité et l'universalité de la raison, mais avant tout dans le surgissement de l'individu-sujet revendiquant le droit de définir lui-même le but de ses entreprises, de s'appartenir et de se produire lui-même ; ce qui implique aussi que le sens de ses actes et sa place dans le monde ne lui sont plus garantis par une autorité supérieure ou un ordre « naturel ».

« Les interprétations de Max Weber, redéveloppées par Habermas et, à un autre niveau, par Alain Touraine, ouvrent ici des perspectives beaucoup plus éclairantes dans la mesure où elles font apparaître la modernité comme un projet non pas dépassé mais inachevé. La modernité, c'est essentiellement un mouvement d'émancipation et de différenciation d'abord culturelles : la poursuite du vrai, celle du bien, du beau et de l'utile s'autonomisent vis-à-vis du pouvoir, se développent selon leurs rationalités propres, appellent la différenciation des institutions et des pouvoirs, l'élargissement des espaces de liberté.

« Mais la sphère des activités économiques et techno-scientifiques s'est développée et différenciée plus rapidement que les autres en engendrant des appareils qui, par leur dimension et leur complexité, échappent à la compréhension intuitive et ne peuvent fonctionner que s'ils spécialisent, réglementent et standardisent les conduites des acteurs. Le milieu de vie et la vie des gens sont ainsi dominés par les impératifs systé-

« mégamachine » sociale, c'est-à-dire une totalité qui fait concourir des activités individuelles et collectives à la réalisation d'un résultat indépendant des intentions de chacun. L'Etat, l'armée, l'économie, les grands appareils techniques, sont des systèmes ou des sous-systèmes qui fonctionnent parce que les tâches de leurs agents s'engrènent, en raison de leur spécialisation fonctionnelle, comme les rouages d'une machine. Ces tâches peuvent demander intelligence, initiative, autonomie, elles n'en sont pas moins hétéronomes dans la mesure où elles sont définies, requises par une organisation pré-établie, en fonction d'un résultat prédéterminé.

- Et, selon vous, ce paradigme industrialiste, qui est souvent pris pour la modernité, serait-il plutôt une trahison de la modernité ?

- Oui. Nous restons dans une société prémoderne dans la mesure où - c'est là un aspect essentiel du capitalisme - la sphère technico-économique prétend soumettre les autres sphères d'activité à ses exigences et à sa rationalité spécifiques. C'est au nom de la modernité même que la modernisation capitaliste, sa religion de la croissance, du « plus vaut plus », de l'efficacité, sont critiquables. La modernisation capitaliste demande à être elle-même « rationalisée réflexivement », comme dit Ulrich Beck. Ce qui veut dire entre autres : émanciper les autres sphères d'activité et de vie de la domination de l'économie, restreindre le champ dans laquelle elle est en droit de déployer sa rationalité propre.

- Et c'est cette restriction, selon vous, qui est le propre du socialisme ?

- C'en est une condition nécessaire. J'appelle socialiste la modernité en voie d'achèvement - mais cet achèvement ne sera jamais définitif - dans laquelle la sphère régie par la rationalité économique aura pour vocation de favoriser l'expansion des sphères d'activité sans nécessité ni but économique, celles dans lesquelles l'autonomie de la vie individuelle et sociale se déploie en se prenant elle-même pour fin : dans les activités esthétiques, pratico-éthiques, politiques, érotiques, relationnelles, etc.

« Il ne s'agit pas de condamner la recherche par les entreprises de l'efficacité maximale - dont le profit est l'indicateur, - mais de lui imposer des règles et des limites, comme n'a cessé de le faire la lutte syndicale, et de la mettre au service du développement autonome des individus et de la société. Le socialisme est donc le pouvoir de la société de définir démocratiquement les priorités et les buts ainsi que les règles et limites dans le cadre desquels la rationalité économique peut jouer. Le socialisme ne peut jamais être un système et surtout pas un système économique ; mais il est ce qui peut donner à l'économique un sens en l'éclairant par des fins situées au-delà de lui.

- Dites-vous cela en raison de l'échec de ce qu'on a appelé le « socialisme réel » et que vous appelez « socialisme irréal » ?

- Non, j'entends que le socialisme ne pouvait être un socialisme précisément parce qu'il était un système. Et j'emploie le terme système au sens des systémistes et de Habermas pour désigner une

de ressources culturelles suffisantes pour alimenter un art de vivre et permettre aux gens de s'orienter dans le monde. Quand l'éducation elle-même se met au service de la spécialisation fonctionnelle, nous ne sommes plus très loin d'une barbarie technicienne. La culture, qui devrait fournir les critères qui nous permettent de juger ce qui mérite ou ne mérite pas d'être entrepris, recherché, réalisé, la culture elle-même est jugée en fonction de son utilité au système économique. Habermas dit que « le système colonise le monde vécu ». Il n'y a plus d'autres critères d'appréciation que la performance, la compétitivité, la rentabilité, nous avons une médecine industrialisée où les impératifs systémiques de l'appareil médico-pharmaceutique l'emportent sur le souci de la santé, une industrie culturelle appelée à persuader les consommateurs de la valeur symbolique des marchandises, etc.

- Vous citez beaucoup Habermas, que retenez-vous de ses travaux ?

- C'est aujourd'hui le penseur européen le plus influent, engagé dans tous les combats de son temps. Il est impossible de ne pas se définir par rapport à lui. J'ai commencé à le lire en 1985, après que des étudiants allemands m'ont signalé une certaine parenté entre ce qu'il appelle « système » et que j'appelle « sphère de l'hétéronomie », et entre ce qu'il appelle « monde vécu » et que j'avais appelé « sphère de l'autonomie ». Toutefois, il n'y a guère de place chez Habermas pour l'autonomie des individus, pour le fait qu'ils ne coïncident jamais entièrement avec leur être social.

« Quand l'éducation elle-même se met au service de la spécialisation fonctionnelle, nous ne sommes plus très loin d'une barbarie technicienne »

« Cela dit, je tiens, tout comme Habermas, qu'il est impossible dans une société complexe d'éliminer complètement l'hétéronomie, les contraintes systémiques, les spécialisations fonctionnelles. Mais il est urgent d'en réduire l'emprise. La grande majorité des emplois et des professions sont aujourd'hui des spécialisations fonctionnelles exigées par la mégamachine. Ces spécialisations ne comportent plus

prise en charge des gens par eux-mêmes, dans un cadre mutualiste ou coopératif auto-organisé.

« La tâche d'une gauche moderne devrait être d'endiguer, puis de refouler l'emprise des contraintes systémiques, de créer des espaces croissants où les gens se sentent chez eux, entre eux, artisans de leurs relations et maîtres de leurs actes. C'est l'aspiration à reconquérir de tels espaces qui est au fondement du mouvement écologiste. Tant qu'elle restera productiviste et étatiste, la gauche déclinerà.

- Est-ce que la droite correspond mieux aux aspirations que vous décrivez ?

- Tant qu'elle est dans l'opposition, la droite fait illusion en prétendant que moins d'Etat et plus de marché assurent plus de liberté à tout le monde. Mais, avec la droite au pouvoir, il se révèle vite qu'elle ne desserre les contraintes du système étatique que pour mieux soumettre les gens aux impératifs du système économique. Le faux débat entre moins de marché et plus d'Etat ou plus de marché et moins d'Etat ne laisse aux citoyens le choix qu'entre deux mécanismes de dépossession. On comprend qu'ils refusent cette alternative en tournant le dos aux partis classiques.

« L'issue à l'actuelle crise de société doit être cherchée dans la fois moins de marché, moins d'Etat et plus d'échanges qui ne sont commandés ni par l'argent ni par l'administration, mais fondés sur des réseaux d'aide mutuelle, de coopération volontaire, de solidarité auto-organisée : l'étoffement de la « société civile », si on veut. L'alternative à la prise en charge par l'Etat, avec tout ce qu'elle comporte comme soumission aux contrôles et classifications bureaucratiques, n'est pas la prise en charge par des entreprises privées mais la démonétarisation, la déprofessionnalisation que représente la

prise en charge des gens par eux-mêmes, dans un cadre mutualiste ou coopératif auto-organisé.

- N'est-ce pas une pure vue de l'esprit ?

- Les crèches parentales sont un pas dans ce sens. Dans les pays nordiques, on fait beaucoup plus et beaucoup mieux. Jacques Delors a appelé cela le « troisième secteur ». Jean-Louis Lavige parle d'« hybridation », parce que dans ces coopératives informelles l'activité volontaire est soutenue par les communes, qui fournissent des équipements, des locaux, du personnel qualifié pour les permanences et la continuité des services auto-organisés. Il est absurde de faire comme si les activités d'intérêt public devaient être nécessairement professionnalisées et salariales. Elle sont souvent mieux assurées quand les gens ont le temps de les assumer eux-mêmes.

- C'est pour cela que vous préconisez la réduction de la durée du travail ?

- Pas seulement. Nous produisons des richesses croissantes avec des quantités décroissantes de travail. Donc, de deux choses l'une : ou bien on cherche à distribuer le travail nécessaire sur tout le monde, en en abaissant progressivement la durée ; ou bien on fait naître une « société duale » avec, d'un côté, une minorité d'hyperactifs et, de l'autre, une majorité de précaires, de chômeurs et d'exclus. Vouloir réduire le chômage par la multiplication indéfinie des emplois de service, cela conduit à professionnaliser, à monétariser et donc à sacrifier aux impératifs du système le peu d'activités d'auto-production, d'autoentretien, de don réciproque, de solidarité spontanée, qui font la richesse de la vie.

« Il faut aujourd'hui nous placer dans la perspective de la semaine de trente heures, voire de vingt heures, sans perte de revenu »

« En trente ans, la durée annuelle du travail a diminué d'un tiers, cependant que la production a plus que doublé. Il faut aujourd'hui nous placer dans la perspective de la semaine de trente heures, voire de vingt heures, ou, mieux, de l'année de mille heures de travail en moyenne (nous en sommes actuellement à mille cinq cents), sans perte de revenu, avec des périodes de travail de plus en plus discontinues.

- Est-ce compatible avec l'impératif de compétitivité ?

- Chacun invoque la compétitivité de l'autre pour soumettre sa propre société aux exigences systémiques de la machine économique. Si les gauches européennes ne s'entendent pas pour assujettir la concurrence aux règles d'un contrat social et de conventions collectives à l'échelle de l'Europe, elles seront balayées au profit d'une régression sociale à l'américaine.

- Et si on vous dit que vous n'êtes pas réaliste, que répondez-vous ?

- Qu'il n'est pas réaliste de croire que nous pourrions persévérer dans un modèle de développement qui nous a conduit au bord de la désintégration sociale et du désastre écologique planétaire. Nous ne serons jamais capables d'aborder correctement le problème Nord-Sud si nous ne nous affranchissons pas de l'impératif systémique du « toujours plus » au profit d'une civilisation plus frugale et conviviale, capable de régler son évolution selon la norme du « suffisant ». Une société ne peut pas se maintenir sans utopie, au sens que ce terme a chez Paul Ricœur ou Ernst Bloch.

Propos recueillis par MICHEL CONTAT et THOMAS FERENCZI